Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Paraît le mercredi — N° 5 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE — 27 DECEMBRE 1967 — PRIX : 1 F

RHODIACETA

Contre-offensive patronale

(voir page 5)

VIETNAM :

LA PAIX DES CIMETIÈRES

COMME tous les ans à Noël, selon une tradition bien établie, on reparle de trêves, de médiation et de pourparlers de paix au Vietnam. A vrai dire personne n'y attache plus guère de crédit et il n'y a que le pape qui s'étonne encore de ce que ses bonnes paroles n'aient pas été entendues. Mais les Américains ne sont ni sourds ni bêtes et le Vatican ne gagne rien à faire semblant de l'ignorer. Les Nations Unies, ignorées par les U.S.A., contestées par le Vietnam, ont pris, elles, l'habitude de prêcher dans un désert. Mais personne ne saurait laisser passer Noël sans faire preuve de magnanimité, essentiellement verbale.

Cette année Johnson, avant de partir pour Canberra où, à l'occasion des obsèques du premier ministre australien, il devait rencontrer Thieu, n'a pas failli à la tradition, dans une conférence de presse radiotélévisée sur les trois principales chaines du pays. Les élections ne sont pas loin et Jonhson se devait se faire un geste. Un geste bien évidemment inacceptable pour le FNL, mais qui permettrait de rejeter sur son intransigeance la responsabilité de la poursuite de la guerre. Cela aussi est très classique et n'engage à rien. Cette fois-ci, il s'agissait de cinq propositions «très simples » :

— arrêt des combats le long de la zone démilitarisée ;

— accord pacifique sur la réunification ;

— évacuation du Laos par les Nord-Vietnamiens ;

— possibilité pour les 20 % de la population du Sud fixée dans des zones contrôlées par le Vietcong, d'exprimer leur point de vue librement au cours d'élections-contacts officieux entre Saigon et des membres du FNL.

Cinq vœux pieux relevant de l'utopie la plus réactionnaire à la fois irréalisable et irrecevable pour le Vietcong (tout autant que pour Saigon). L'intervention américaine au Sud et les bombardements au Nord étaient passés miraculeusement sous silence, le conflit vietnamien n'était plus pour Johnson qu'une affaire

(Suite page 3)

Johnson apôtre de la paix : « Nous voyons la nécessité de faire parler les fusils et les avions... Nous emploierons la force... » (Extrait du discours de Baltimore du 7 avril 1965).

A nos Lecteurs

LE présent numéro de « Voix Ouvrière » aura été mis en vente et distribué avec un jour de retard sur son rythme habituel. Noël 1967 tombait, en effet, un lundi et ce jour était évidemment chômé pour les ouvriers du Livre. C'est la raison, purement circonstancielle, qui explique la confection et la distribution tardives de notre hebdomadaire.

Bien qu'elle soit évidemment indépendante de notre volonté, nous prions nos abonnés et tous nos lecteurs de nous en excuser.

De même nous les prions de noter qu'il en sera de même pour le prochain numéro (n° 6), pour les mêmes raisons (1er Janvier férié).

Il est évident que cela n'entraine aucun changement fondamental dans le rythme de parution et que, à l'avenir, « Voix Ouvrière » sera toujours, de manière générale, mise en vente dès le mercredi matin et, ceci, sur l'ensemble du territoire métropolitain.

A ce sujet nous prions les lecteurs qui auraient des difficultés à se procurer notre journal, quel que soit le lieu, ou qui constateraient un retard dans la distribution, de nous le faire savoir. Nous nous efforcerons alors d'en découvrir la cause et d'y porter remède.

ALGÉRIE

(Voir page 2)

APRES L'ECHEC DE LA SEDITION

La démocratie algérienne... (Photo A.F.P.)

LA MOTION DE CENSURE AVORTÉE

VOILA L'ACTIVITE PARLEMENTAIRE DE LA GAUCHE

LA session parlementaire vient de s'achever dans l'indifférence la plus totale. Depuis le rejet de la motion de censure déposée dans les premiers jours de cette session, aucun débat politique importante n'a animé l'Assemblée. Certes, l'opposition pouvait s'enorgueillir de résultats aussi « éclatants », que le refus de l'Assemblée d'autoriser la perception de la redevance de l'O.R.T.F. ou d'approuver les crédits des rapatriés. Cependant, manifestement, le gouvernement et sa majorité menaient leur politique à leur gré et, tout aussi manifestement, faute de pouvoir ou vouloir contester, le rôle du Parlement fut seulement d'approuver ou plus simplement encore, d'enregistrer.

Les tout derniers moments de la cession promettaient cependant d'être quelque peu animés. En effet, passant par dessus des organes dirigeants de la Fédération, le comité directeur de la S.F.I.O. s'est adressé au groupe parlementaire de cette même Fédération pour demander à celui-ci de « choisir les réformes les plus appropriées pour saisir le Parlement et permettre ainsi aux formations représentatives de l'opinion publique d'exprimer leur position sur le refus d'ouverture de négociations avec la Grande-Bretagne ».

(Suite page 4)

Les problèmes de greffes d'organe

LE MEILLEUR DES MONDES

(Voir page 8)

ALGÉRIE

Après l'échec de la sédition

LA fidélité de l'A.N.P. et de la gendarmerie a permis à Boumedienne d'avoir raison, en 24 heures, de la tentative de sédition du colonel Zbiri. La phase militaire des opérations est terminée depuis plusieurs jours déjà et, maintenant, la police et la sécurité militaire sont engagées dans de vastes opérations « d'épuration ». Des interpellations ont eu lieu dans les milieux où les dissidents comptaient des sympathies politiques. On signale des arrestations de militants syndicalistes à Oran, Tlemcen, Constantine et Alger. Les sphères dirigeantes de l'armée ne sont pas épargnées par la police de Boumedienne.

C'est la troisième crise de ce genre depuis l'indépendance et, comme les fois précédentes, le conflit est resté circonscrit au sein de l'armée et de l'appareil d'Etat.

Mais la défaite de Takar Zbiri n'a pas plus affligé les masses algériennes que la victoire remportée par Boumedienne ne les a réjouies. Dans cette lutte, le grand absent a été le peuple et il faut dire qu'aucun des protagonistes n'a fait appel à lui.

La passivité, la dépolitisation des masses algériennes sont le résultat de la politique des dirigeants du jeune Etat algérien qui, dès le lendemain de la terrible guerre menée contre le colonialisme français, se sont appliqués à écarter les travailleurs de la vie politique. Ainsi, c'est l'Armée Nationale des Frontières qui a décidé, dès l'indépendance, de la victoire du groupe de Tlemcen sur le G.P.R.A. C'est au prix de plusieurs centaines de morts que Ben Bella a été amené à Alger par les troupes du colonel Boumedienne. Dans sa lutte contre Ben Khedda, Krim Belkacem, Boudiaf, jamais Ben Bella, n'a fait appel aux masses. C'est sur l'armée seule qu'il a compté. Aussi le coup d'Etat de Boumedienne, en juin 1965, loin d'être imprévisible, s'inscrivait-il dans la logique d'une situation où l'armée de métier dominait la vie politique de toute la nation.

Ce n'est pas pour cela que, pendant sept ans, les masses algériennes se sont battues. Ce n'est pas cette indépendance et cette liberté-là que voulait le million de morts tombés dans la sale guerre. Mais le régime de Boumedienne n'est pas tombé du ciel, cette méfiance vis-à-vis du peuple, cet étouffement de la vie politique, cette militarisation du régime, étant déjà en germe dans le F.L.N. des années 1954-1961. La conduite de la guerre, le programme du front, l'élimination physique par l'assassinat des autres tendances politiques (essentiellement M.N.A.), tout cela laissait présager le caractère anti-démocratique de l'actuel régime Boumedienne. L'énergie révolutionnaire des masses algériennes méritait mieux, leur soif de liberté, de dignité appelait une autre société, mais la carence du mouvement révolutionnaire français et international les a livrés pieds et poings liés à une direction nationaliste, bourgeoise et anti-démocratique.

Aujourd'hui, Boumedienne peut affirmer, dans une interview à « Al Ahram » : « **Nous sommes sortis plus forts de cette crise et nous sommes encore plus capables maintenant d'avancer sur la voie de la révolution.** » *Mais la « force » dont se prévaut Boumedienne réside dans la domination exclusive de certains appareils répressifs et, surtout, dans la confiance, ou la crainte, qu'il peut inspirer aux cadres supérieurs de l'armée. Une force qui n'est pas autre chose qu'un signe de faiblesse.*

François DELAIN

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 15 JANVIER 1968

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

LES SYNDICATS OUVRIERS FRANÇAIS ET L'ETAT

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

LA BUREAUCRATIE RUSSE FETE LES 50 ANS DE SA POLICE POLITIQUE

LES bureaucrates russes ont fêté avec faste le cinquantième anniversaire de leur police politique, le K.G.B. Les dirigeants de cet organisme, héritiers des Iagoda, des Ejov, des Béria de triste mémoire avaient convié aux réjouissances tous leurs collègues des « Démocraties Populaires ».

Il y a dans ces bruyantes festivités toute l'image d'une bureaucratie qui doit sinon son existence, du moins sa survie, à l'un des plus puissants, des plus redoutables, des plus efficaces appareils de répression qu'un Etat ait jamais sécrété.

Il y a, là aussi, toute l'image de la différence entre les bolcheviks qui, il y a 50 ans, créèrent la Tchéka, et les staliniens qui, aujourd'hui, glorifient son successeur, le K.G.B.

Quand, en décembre 1917, les bolcheviks organisèrent, sous la direction de Dzerjinsky, la Tchéka, ils ne le firent pas de gaité de cœur, mais poussés par la dure et pénible nécessité de se défendre, de défendre le jeune Etat ouvrier par tous les moyens, y compris par le pire, par une police politique spécialisée. Cette police politique n'était pas, à leurs yeux, une garantie des conquêtes socialistes mais bien l'image de l'héritage d'un passé inhumain qui ne permet pas de se passer de l'Etat, c'est-à-dire de la répression. Et pour un Dzerjinsky ou ses semblables, la direction d'un tel organisme n'était pas une place permettant pouvoirs et honneurs, mais bien une des plus pénibles, des plus rebutantes tâches qu'un révolutionnaire soit obligé d'accepter, parce que ni lui, ni son parti, ni sa classe n'ont le choix.

Dzerjinsky et ses compagnons auraient été les derniers à penser que ce terrible, mais douloureusement indispensable instrument de répression fêterait un jour son cinquantième anniversaire. Car alors, cela eut présagé, comme cela confirme aujourd'hui, que loin de sortir de la barbarie d'une société de classe, loin de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, la société russe continuera à subir l'indigence et son corollaire, l'appareil de répression spécialisé.

La barbarie du passé s'est révélée plus forte que l'Etat ouvrier, et les appareils spécialisés ont fini par étouffer la démocratie soviétique. La bureaucratie naissante a trouvé dans ces appareils, à la fois, un terrain nourricier et un terrain de défense.

Et la police politique, sinon la Tchéka, du moins ses successeurs, Guépéou, N.K.V.D. ou K.G.B. se sont retournés contre les révolutionnaires eux-mêmes, contre la Révolution elle-même.

Les bureaucrates ont raison de fêter le 50e anniversaire de cette police politique qui, par delà la courte période de démocratie soviétique, relie leur régime à un passé barbare. Elle fut un de leurs plus précieux instruments d'ascension, elle reste leur principal appui.

G. K.

DU GUEPEOU AU KGB : LA MÊME « JUSTICE »

SELON une dépêche de l'Associated Press, **reprise par** Le Monde **en date du 23 décembre quatre intellectuels soviétiques auraient été récemment condamnés à Léningrad à des peines de prison allant de huit à quinze ans.**

Leur crime ? Ils auraient « conspiré pour renverser le régime ».

Cela mis au conditionnel, car de cette affaire on ne sait pratiquement rien. Comme pour le procès des écrivains Siniavski et Daniel, nul observateur n'a été invité à assister aux débats. La presse soviétique elle-même n'en a soufflé mot.

Des quatre condamnés seuls deux ont été identifiés, le professeur Ogourtsov, spécialiste des études tibétaines à l'université de Leningrad, et Eugène Vagine, secrétaire d'un comité qui prépare une édition des œuvres de Dostoievsky. L'identité des deux autres n'a pas été révélée.

L'une des plus vieilles revendications de la bourgeoisie, lorsqu'elle était encore une classe révolutionnaire, fut l'obtention de garanties contre l'arbitraire de la vieille justice féodale, celle de la monarchie absolue en France ou celle du Tsar, en Russie, par exemple.

Plus tard, lorsque la bourgeoisie à son tour, pour protéger son régime et ses propriétés, eut recours elle-aussi aux justices d'exception, ce furent les militants ouvriers et socialistes qui les dénoncèrent.

L'idéal de la Commune de Paris, celui des Bolchéviks était, en attendant de pouvoir abolir tout l'appareil de la justice de mettre au moins celui-ci sous le contrôle rigoureux de la classe ouvrière tout entière.

Lénine et ses camarades voulaient des juges élus et révocables à tous moments. En U.R.S.S. aujourd'hui les travailleurs ne sont même pas admis à connaitre l'identité des inculpés, ce qu'on leur reproche exactement, la peine à laquelle ils ont été condamnés.

Quelles raisons peuvent justifier une pareille procédure ?

S'il était vrai que les condamnés de Léningrad eussent comploté et se fussent armés pour rétablir le capitalisme (à quatre), il était facile de rendre juge la classe ouvrière soviétique tout entière.

Aussi n'est-ce pas plutôt parce que ces quatre intellectuels ont essayé de secouer la lourde chape bureaucratique, qui pèse sur toute la société soviétique, mais que l'intelligentsia supporte encore plus mal que les autres couches de la population, et, peut-être, ont effectivement essayé de s'organiser pour cela, qu'ils sont maintenant en prison ?

Car là évidemment on comprend que le premier souci des bureaucrates ait été d'empêcher que la chose soit connue des travailleurs. Ce n'est certes pas un exemple à leur mettre sous les yeux. Ils seraient trop tentés de le suivre.

La bureaucratie soviétique peut bien célébrer avec éclat sa police politique. C'est bien toujours celle-ci qui fait la loi en U.R.S.S.

J. M.

BERIA, qui finit comme il a vécu : par l'assassinat
(Photo A.F.P.)

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 16 h à 17 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi 5 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi 4 janvier de 15 h à 16 h .**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 5 janvier de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

FRANCE, GRANDE-BRETAGNE ET MARCHÉ COMMUN

LES résultats de la Conférence de Bruxelles n'ont sans doute surpris personne, car il était évident que les ministres des Affaires Etrangères des « Six » de la petite Europe ne pourraient que constater le désaccord existant entre la France d'une part, et ses partenaires de la Communauté Economique Européenne d'autre part.

Couve de Murville ne pouvait être que le fidèle interprète de de Gaulle, et le chef de l'Etat français n'a jamais fait mystère de son opposition résolue à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.

Officiellement, la France justifie sa position par la situation économique actuelle de notre voisin d'outre-Manche, et les difficultés auxquelles doit faire face le gouvernement Wilson — la récente dévaluation de la livre — semblent donner quelque vraisemblance à cette explication.

« ...le Marché Commun — déclarait de Gaulle lors de sa dernière conférence de presse — est incompatible avec l'économie, telle qu'elle est, de l'Angleterre, dont le déficit chronique de sa balance des paiements prouve le déséquilibre permanent... Si l'on voulait malgré tout l'imposer, ce serait évidemment l'éclatement d'une communauté qui a été bâtie ... au prix de tant de peine et au milieu de tant d'espoir. »

Si l'on en croit donc les explications officielles, de Gaulle se comporterait en défenseur désintéressé des intérêts globaux de la petite Europe, et son opposition à la candidature britannique n'aurait d'autre but que d'éviter la greffe d'un organe malade sur un corps sain.

Cette version des faits n'explique absolument pas la politique des autres pays membres de la C.E.E.

Si l'adhésion de la Grande-Bretagne devait être suivie du cortège de calamités que décrit notre général président, on se demande bien pour quelles morbides raisons les gouvernements Ouest-Allemand et Italiens, ainsi que ceux du Bénélux, en resteraient partisans.

En fait, les vraies raisons de l'opposition de de Gaulle à cette adhésion sont tout autres, et elles apparaissaient à la fin de la « tirade anglaise» de la conférence de presse pré-citée.

« Et puis — ajoutait en effet le chef de l'Etat —, ce ne serait pas là du tout le chemin qui pourrait conduire à ce que l'Europe se construise par elle-même et pour elle-même, de manière à n'être pas sous la dépendance d'un système économique, monétaire, politique, qui lui est étranger. » Et au paragraphe suivant, le « système étranger » était nommé, c'était bien sûr « l'immense puissance des Etats Unis ».

Là est bien le vrai problème ! L'Europe des six, telle qu'elle existe actuellement est dominée par la France et l'Allemagne Fédérale, la petite taille des Etats du Benelux, le sous-développement relatif, au moins régional de l'Italie, ne permettant aux autres pays membres de la C.E.E. que de jouer un rôle secondaire.

Il va sans dire que l'extension du Marché Commun aux pays de la zone de libre échange où même à la seule Grande-Bretagne, modifierait profondément cet ordre des choses.

D'une part, parce que l'Angleterre jouait le premier rôle aux temps où le vieux monde dominait encore la scène mondiale, et malgré sa décrépitude économique relative, elle possède encore de fort beaux restes. En dépit des difficultés conjoncturelles auxquelles doit faire face le gouvernement Wilson, et malgré les déclarations d'auto-satisfaction de de Gaulle quant à la bonne santé du capitalisme français, elle demeure la première puissance Européenne, et ne pourrait manquer à ce titre de prendre la première place au sein d'une petite Europe agrandie.

D'autre part, parce que cela signifierait par la même occasion un contrôle accru de l'impérialisme américain sur la dite Europe.

Certes, ce contrôle existe déjà. Malgré les discours nationalistes du chef de l'Etat français, les déclarations ronflantes sur l'indépendance nationale, les capitaux américains s'investissent en France sans rencontrer guère plus de difficultés que dans des pays à la politique plus ouvertement atlantique. Et de Gaulle ne peut manœuvrer que dans les limites étroites que les U.S.A. acceptent de tolérer.

Mais l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun ne pourrait que resserrer ces limites, et elle représenterait effectivement un renforcement de l'influence américaine. C'est bien pourquoi d'ailleurs le gouvernement Jonhson y est si favorable.

Que l'Angleterre joue le rôle d'agent de l'impérialisme U.S. n'est d'ailleurs pas un fait nouveau. C'est un phénomène qui a commencé au lendemain de la première guerre mondiale, à partir du moment même où la Grande-Bretagne, jusque là première puissance impérialiste du monde, dut s'effacer devant sa rivale d'outre-Atlantique.

Trotsky pouvait écrire en 1925 (dans la préface de son livre « Où va l'Angleterre ? ») :

« Leur travail en Europe et dans « le monde entier, les Etats-Unis l'ac« complissent dans une large mesure « en collaboration avec l'Angleterre « et par son entremise... L'Angle« terre introduit, peut-on dire, les « Etats-Unis dans leur domaine. Cé« dant leur domination mondiale, les « diplomates et les hommes d'affai« res britanniques recommandent à « leurs anciens clients le nouveau « maître du monde ».

Ce qui était vrai en 1925, l'est plus encore de nos jours. La deuxième guerre mondiale a en effet encore plus accentué la suprématie de l'impérialisme américain, et la dépendance de la Grande-Gretagne à son égard.

Mais ses conséquences ne se sont pas limitées à l'Angleterre. Elles ont touché au contraire tous les pays de l'ouest-européen, et la France n'y fait pas exception.

La plupart des gouvernements de ces pays accepte finalement la domination de l'impérialisme américain d'assez bon cœur, parce que les intérêts de leur bourgeoisie nationale n'en sont guère lésés. De Gaulle, lui, s'y oppose dans la mesure où il le peut.

Mais il ne le peut guère.

Il ne le peut guère, parce que ce qui est en fin de compte déterminant, à notre époque, ce n'est pas la plus ou moins grande habileté politique d'un chef d'Etat, c'est la puissance de l'économie qu'il représente. Et sur ce terrain-là, la suprématie des U.S.A. est incontestable.

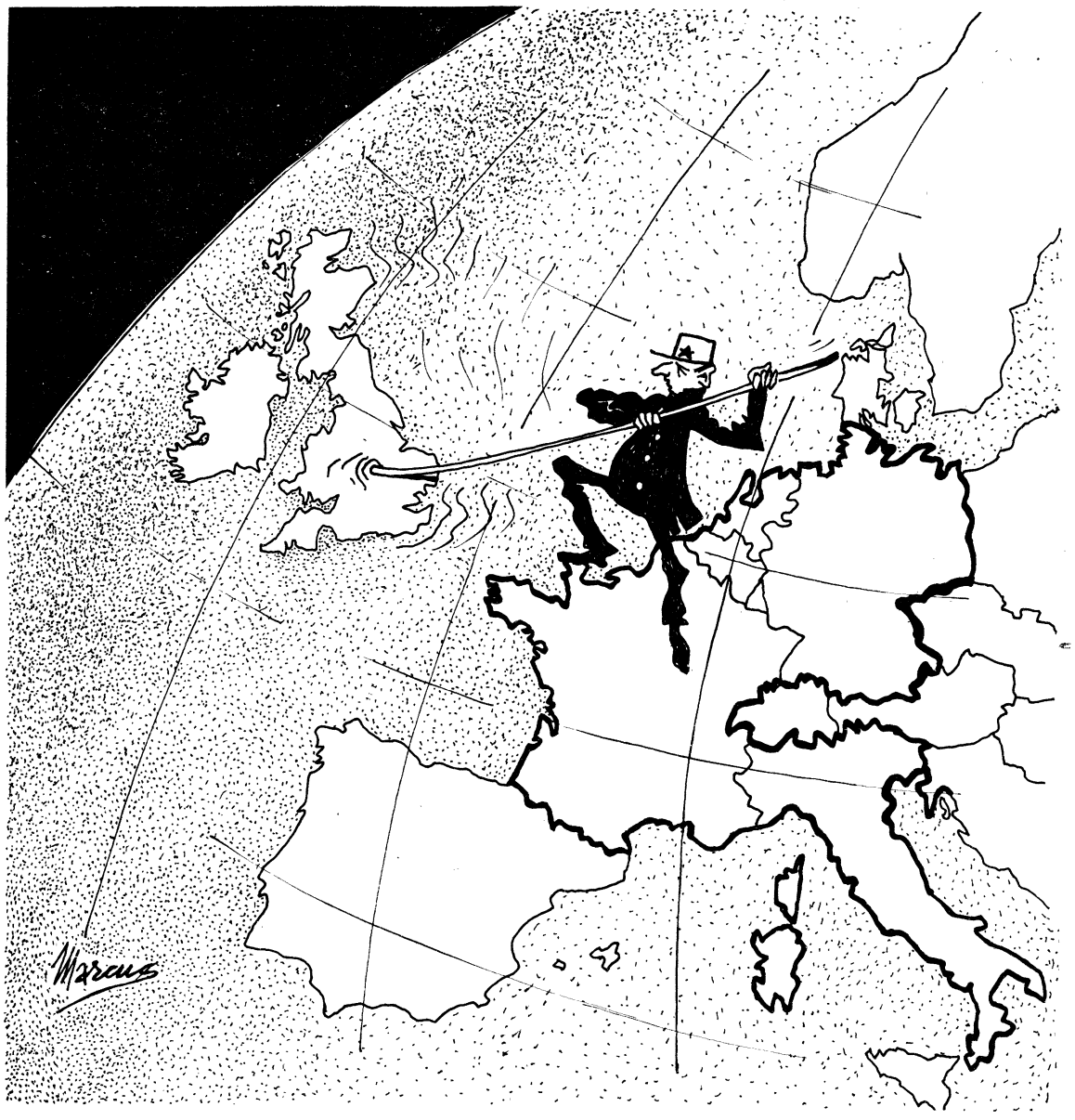
La politique gaulliste peut retarder l'entrée de la Grande Bregne dans le Marché Commun. Elle peut en cela gêner quelque peu l'impérialisme U.S., mais certainement pas empêcher d'accentuer chaque jour sa domination.

Elle ne saurait finalement prétendre être autre chose, à long terme, qu'une sorte de baroud d'honneur de l'impérialisme française face au géant américain.

On a souvent comparé (sauf bien sûr dans « la Nation ») de Gaulle à Jeanne d'Arc. Sur un point au moins, la comparaison n'est pas si fausse. La pucelle du XV^e siècle, un vieillard un tant soit peu mégalomane en 1967, le nationalisme, au cours des âges, trouve des champions à son image.

Christian JUNG.

L'indépendance toute nue



VIETNAM : LA PAIX DES CIMETIERES

(Suite de la 1re page)

entre protagonistes locaux de mauvaise foi. Mauvaise foi qui ne pouvait manquer d'apparaitre quelques heures plus tard quand le général Thieu déclarait en réponse : « Nous ne reconnaîtrons jamais le Front comme une organisation légale représentative. Nous sommes prêts à assurer la sécurité et à accueillir tout individu qui viendrait à nous comme rallié, mais en aucun cas, nous ne rencontrerons de représentant officiel du prétendu Front national de libération ». Quant au FNL, il faisait savoir par la bouche de Nguyen van Tien membre du comité central de cette organisation que toute rencontre serait « futile » aussi longtemps que les Etats-Unis intensifieraient la guerre.

Une fois jouée la comédie des offres de paix, Jonhson pouvait avec d'autant plus de fermeté, tenir aux soldats U.S. un tout autre langage. Venu courageusement sur la base de Cam Ranh, la mieux protégée du Vietnam, remonter le moral des troupes, le chef de la Maison Blanche a pu leur dire : « *Votre cause est une cause juste... Je ne saurais promettre — et vous le savez mieux que n'importe qui — que la route qui reste à parcourir sera le plus facile et que notre tâche sera bientôt accomplie.* » et d'ajouter en substance « *la tâche de pacification incombera à une autre génération* ». En clair cela veut dire que le gouvernement américain est bien décidé à poursuivre la sale guerre du Vietnom, dut-elle durer des années et exiger d'autres sacrifices.

Là est la réalité de la politique américaine. Dans cette volonté de tenir coûte que coûte, de ne plus reculer où que ce soit à la surface du globe devant ceux qui désirent échapper à son emprise. Le gouvernement U.S. et les militaires américains eux-mêmes savent qu'ils ne peuvent pas gagner la guerre et qu'à cet égard les bombardements au Nord comme en Thaïlande et pourquoi pas demain au Cambodge, sont inéfficaces. Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent pas la perdre car au delà des combats actuels, c'est la troisième guerre mondiale qu'ils préparent matériellement et psychologiquement.

C'est pourquoi toute offre de paix de la part d'un Johnson ou de tout autre représentant de l'impérialisme américain n'est qu'une sinistre bouffonnerie.

Si les Etats-Unis voulaient faire la paix, s'ils voulaient réellement laisser les sud-vietnamiens libres de décider de leur sort, il leur suffirait de retirer les troupes U.S. du Sud et de cesser les bombardements au Nord. Il n'y a pas d'autre geste susceptible de ramener la paix au Vietnam. Mais les déclarations officielles sont assorties d'une recrudescence des bombardements au Nord et des opérations militaires au Sud.

M. TOURNY.

Un lecteur nous écrit à propos d'« O SALTO »

A la suite de la publication dans notre n° 4 d'un article sur le film « O SALTO », nous avons reçu une lettre, signée d'un camarade portugais, dont nous publions quelques extraits :

« Le film de Challonge n'est pas vraiment un documentaire, car... on va suivre Antonio, jeune menuisier portugais et pas les 300 000 ouvriers portugais qui sont actuellement en France.

...Ainsi au Portugal les menuisiers ne parlent pas « un petit peu de français », ne connaissent pas des Françaises en vacances, n'ont pas le niveau socio-culturel qu'on donne au personnage.

Et cela car les menuisiers comme lui ne vont qu'à l'école primaire et pas tous (48 % d'analphabètes dans les moins de 15 ans)... »

Plus loin :

« Le changement de la classe prolétaire par des masses d'émigrants, sans droits, sans revendications et sans conscience de classe, la réaction des ouvriers français qui ne voient dans les émigrants oue les types qui se refusent aux grèves, les gens qui font baisser les salaires sans comprendre pourquoi ; où sont ces problèmes dans « O Salto » ?

Nous sommes d'accord avec ce camarade quand il dit qu'Antonio est un privilégié par rapport à la masse des ouvriers portugais qui ne doivent pas se reconnaitre dans ce personnage et il est bon de le souligner. Mais cela nous fait en tout cas imaginer la grande détresse de ceux qui ne parlent pas « un petit peu français ». D'ailleurs, les visages de paysans portugais arrivant à la gare Saint-Lazare, dans les dernières images du film, nous font mesurer combien est dramatique le sort de ces hommes.

Sans doute, de Challonge n'a-t-il pas montré, dans « O Salto » tous les problèmes des immigrants et ceux qui en découlent dans la classe ouvrière française.

Sans doute n'est-il pas un film révolutionnaire, mais attendre cela du cinéma, dans les conditions actuelles, c'est très certainement trop demander. Ce que nous disions, et notre correspondant le dit aussi, c'est que, dans certaines limites, ce film « est sans doute une œuvre positive et valable ».

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10e).

Responsable publication : Maurice Schroedt.

Parution hebdomadaire (en vente le mercredi).

Prix : 1 F.

Abonnements :

6 mois 15 F

1 an 25 F

Abonnements de soutien :

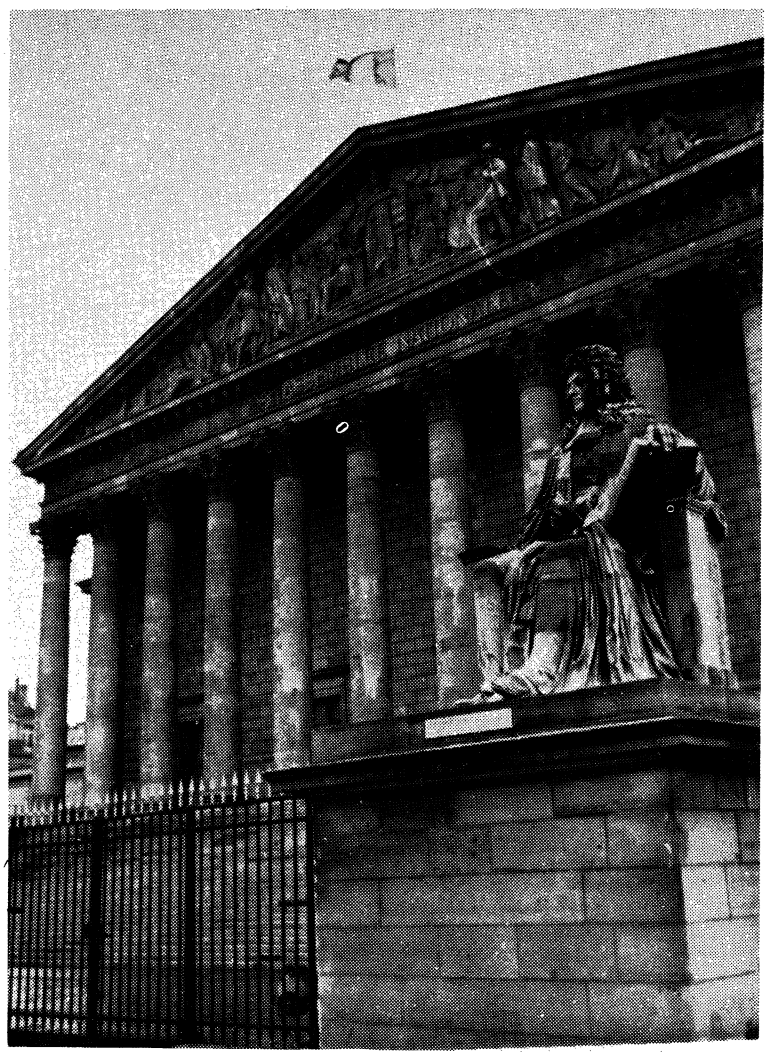
6 mois 30 F

1 an 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78.

Imprimerie Composition : Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18e).

Impr. : « Rotoffset », 77-Meaux.
Distribué par les NMPP.



Le « machin » français

(Photo « Voix Ouvrière »)

Une motion de censure avortée :

VOILA L'ACTIVITE PARLEMENTAIRE DE LA GAUCHE

(Suite de la 1re page)

En clair, cela signifiait que la S.F.I.O. était prête à prendre l'initiative du dépôt d'une motion de censure sur l'attitude du gouvernement de Gaulle vis-à-vis de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun.

L'initiative de la S.F.I.O. fit cependant long feu. Susceptible peut-être de « débaucher » les centristes sur cette question, ou peut-être même quelques giscardiens, l'Opposition n'était, par contre, pas certaine du tout de faire le plein de ses propres voix. La réserve des députés du P.C.F. contactés par les socialistes fut en effet telle que la Fédération pouvait craindre, au moment du vote, l'abstention de leur part. Aussi, tout en dénonçant l'attitude gaulliste sur les problèmes européens, la F.G.D.S. invoqua la fin imminente de la session, pour renoncer finalement au dépôt d'une motion de censure.

La presse a souligné à cette occasion, qui pour s'en réjouir, qui pour le déplorer, l'incapacité où est l'Opposition de s'entendre sur une question qu'elle qualifie elle-même d'importante.

Invoquer cette division de la gauche est, certes, un lieu commun, il n'en reste pas moins que c'est là en effet la pierre d'achoppement de l'attitude de la bourgeoisie française vis-à-vis de cette gauche et, partant, c'est là un des obstacles principaux à l'accession au pouvoir de celle-ci.

Après les années d'instabilité politique de la IVe République, de Gaulle a fait à la bourgeoisie le don d'un gouvernement stable, d'une politique cohérente et suivie.

Ce fut même pour cette raison, ainsi que pour liquider le problème algérien, que la bourgeoisie fit appel il y a bientôt dix ans à son « homme présidentiel ». Ce fut pour cette raison qu'elle a accepté de se dessaisir d'une partie de ses prérogatives politiques, en particulier, de celle de discuter de ses propres affaires avec un semblant de démocratie au sein d'un Parlement.

Si l'œuvre de de Gaulle en matière de stabilité gouvernementale comble incontestablement les vœux de la bourgeoisie, il n'en va cependant pas nécessairement ainsi de toutes les options politiques du Président de la République. Ou plus exactement — et ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne les affaires étrangères — la politique de de Gaulle représente une option politique possible pour la bourgeoisie mais pas la seule. Si la politique d'opposition à la puissance américaine a apparemment les faveurs d'une grande partie de la bourgeoisie aujourd'hui, elle ne les aura peut-être pas demain. Et la bourgeoisie française n'a certainement pas fait, dans sa totalité et à titre définitif, une croix sur l'atlantisme de Guy Mollet ou de Lecanuet, puisque cet atlantisme a dominé sa politique pendant plus de dix ans, et peut encore la dominer dans l'avenir.

L'atlantisme de l'Opposition (le P.C. mis à part) n'est pas un obstacle à terme à son ascension au pouvoir. Au contraire même, pourrait-on dire, c'est précisément parce qu'elle représente une alternative en la matière pour la bourgeoisie que celle-ci aura peut-être un jour besoin d'elle. C'est pourquoi, même des oppositionnels aussi tièdes que les centristes font preuve, dans ce domaine, d'une fermeté étonnante de leur part.

Ce n'est pas non plus que le ou les programmes de l'Opposition en matière de politique intérieure contiennent quoi que ce soit d'effrayant pour la bourgeoisie. Celle-ci a eu de nombreuses occasions de juger et d'apprécier les services des « socialistes », des « radicaux » ou d'autres ex-M.R.P. convertis en membres du Centre Démocrate.

De plus, cette Opposition considère plus ou moins ouvertement la stabilité gouvernementale comme un acquis positif du régime gaulliste auquel il n'est pas question de toucher.

Pourtant c'est là que le bât blesse. La tentative avortée de la motion de censure renforce les craintes de la bourgeoisie française que ces hommes soient incapables de constituer une majorité cohérente, c'est-à-dire, d'offrir une alternative au gaullisme. C'est cela qui a déterminé l'attitude de la bourgeoisie française tant au moment des élections présidentielles qu'au moment des législatives. C'est cela qui, pour n'en rester qu'au contexte parlementaire, fait la stérilité de l'action de l'Opposition.

L'existence et l'influence du P.C. interdisent à la bourgeoisie de songer à construire un régime bi-partite à la manière anglaise. Elles interdisent par la même occasion à l'Opposition de surmonter sa division interne. En effet, l'Opposition ne peut envisager de constituer une équipe de rechange sans l'appui du P.C., mais celui-ci n'est pas encore accepté — tout au moins en temps normal — comme parti « à part entière ». Il y a là un dilemne parlementaire que l'Opposition n'est pas à même de surmonter, et c'est pourquoi elle ne peut pas envisager que la bourgeoisie lui confie le pouvoir de si tôt. La bourgeoisie ne veut plus, sous aucune forme, de cette instabilité qui a fait la faiblesse de la IVe.

Et c'est pourquoi l'argumentation des dirigeants du P.C.F. est fallacieuse, même si, en se plaçant sur leur terrain, on considère le gouvernement d'un quelconque Mitterrand « mieux » ou « plus progressif » que celui d'un Pompidou. Cette argumentation se réduit, simplifiée à l'extrême, à l'affirmation suivante : *« Il est trop dangereux pour la classe ouvrière de se battre sous le régime fort de de Gaulle, sous le régime des monopoles. Aussi, il importe avant tout de remplacer ce régime par un autre, plus démocratique, alors oui, de grandes possibilités s'ouvriront devant les luttes revendicatives »*. En résumé : « lutte » parlementaire, mouvement revendicatif ensuite, la victoire à la première conditionne le succès du second.

Seulement, la seule chance de l'Opposition de se retrouver dans les fauteuils ministériels serait précisément que, face à des mouvements sociaux de grande ampleur, la bourgeoisie n'ait d'autre recours que de s'adresser à un nouveau Léon Blum. De toute manière, la tâche de la Gauche serait alors de freiner ces mouvements non point de les favoriser.

En fait, ni la Gauche en général, ni même le P.C. en particulier, ne font intervenir la classe ouvrière dans leur stratégie qui est purement parlementaire. Mais il n'y a pas de solution parlementaire à l'incapacité de l'Opposition et, partant, celle-ci est condamnée au rôle du trouble-fête à peine gênant dans un Parlement acquis au gouvernement et qui, de toute façon ne sert pas à grand chose. De motion de censure avortée, en motion de censure rejetée, l'Opposition n'a en fait rien d'autre à faire qu'à voter non et à attendre les nouvelles élections... dans quatre ans, ou dans neuf, ou plus encore.

G. KALDY.

LA LUTTE CONTRE LES ORGANISATIONS NAZIES PASSE PAR L'ABANDON DE TOUT CHAUVINISME

UN mois à peine après le troisième Congrès du N.P.D. qui s'est tenu à Hanovre en novembre dernier, l'Union Soviétique remettait aux gouvernements de Bonn, Londres, Paris et Washington une mise en garde contre « la renaissance du militarisme et du nazisme en Allemagne ».

L'U.R.S.S. rappelait à ce propos que « les puissances de la coalition anti-hitlérienne ont des engagements à remplir devant les peuples du monde » pour « éliminer le militarisme et le nazisme ».

C'est également ce qu'ont réclamé les participants au meeting, organisé par le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) à la Mutualité le 11 décembre :

« Nous demandons que soient prises en Allemagne de l'Ouest toutes mesures nécessaires pour mettre fin aux activités néfastes du N.P.D... »

Et si l'on a l'habitude de voir l'U.R.S.S. et le P.C. français s'émouvoir d'une activité fasciste dès qu'elle a lieu outre-Rhin, on ne peut pourtant pas ignorer le troisième congrès du N.P.D. qui a remis à l'ordre du jour des mots que l'on aimerait voir ranger au musée des horreurs, en Allemagne comme ailleurs.

Adolf Von Thadden qui vient d'être élu à la tête de son parti, avait été inscrit au Parti National Socialiste en 1939.

Mais si le passé et la personnalité du chef du N.P.D. ont une importance, ce qui frappe le plus à ce récent congrès, c'est un certain style: des déclarations fracassantes un programme imprécis, et ne se différenciant pas bien souvent, de celui du gouvernement en place, le tout se terminant par de glorieuses marches militaires.

L'auditoire enthousiaste a applaudi « la patrie allemande » et la « détresse nationale » thèmes bien connus d'un nationalisme exacerbé. Le N.P.D. dit compter actuellement 33.511 membres et espère faire élire 50 députés au Bundestag en 1969.

Il a déjà fait entrer 15 députés à la Diète de Bavière et est représenté dans 6 des 11 assemblées régionales de l'Allemagne de l'Ouest.

Comparé à des partis comme le C.D.U. (démocrate-chrétien) et le S.P.D. (social-démocrate) qui comptent, eux, plus d'un million de membres, le N.P.D. apparait comme une petite organisation sur le plan électoral, plan auquel il semble vouloir se limiter, du moins pour l'instant.

Et si, actuellement, la situation économique et politique de l'Allemagne, ne permet pas de penser qu'une organisation fasciste puisse gagner à elle une grande partie de la population, le risque reste grand, dès lors qu'apparaitrait une situation de crise. Alors, bien entendu, pour les révolutionnaires allemands, comme pour nous, il s'agit de tout faire pour ne pas laisser se développer des organisations pro-fascistes ou pro-nazis. Mais il s'agit aussi de ne pas considérer tous les phénomènes « allemands » comme « nazis » et d'oublier qu'ici même une telle organisation peut exister du jour au lendemain.

Le nazisme n'est pas un phénomène national allemand, mais il nait du nationalisme. Et c'est un virus qui existe en France comme en Allemagne, ou comme ailleurs. Il est le visage le plus monstrueux du capitalisme décadent.

Que demain en France le chômage sévisse, et ne verra-t-on pas apparaître un N.P.D. bien français avec à sa tête un Tixier-Vignancour ou un autre, qui réclameront « que l'on expulse tous les travailleurs immigrés, pour donner du travail aux Français » ?

Et le meilleur moyen d'éviter cela n'est-il pas de consacrer nos forces à construire un parti révolutionnaire qui soit capable de lutter et de renverser l'impérialisme qui porte en lui le fascisme.

Catherine OLIVIER.

AU CERCLE LEON TROTSKY DE PARIS

PLUS de 650 personnes assistaient lundi 18 décembre, à la Mutualité, à la réunion mensuelle du Cercle Léon Trotsky consacrée au problème de « la Chine à l'heure de la révolution culturelle ».

L'orateur devait d'abord préciser qu'on ne peut comprendre le phénomène de la révolution culturelle qu'à partir d'une conception correcte de la nature de classe de l'Etat chinois.

Dans un exposé très complet, qui reprenait toute l'histoire du Parti Communiste chinois et de ses luttes, il devait montrer comment le parti ouvrier des origines avait pu se transformer en une direction nationaliste petite bourgeoise à implantation paysanne, et comment, portée au lendemain de la seconde guerre mondiale, et de la défaite japonaise, sur les ailes de la révolte agraire, cette direction, qui représentait une solution de rechange au régime corrompu de Tchang Kaï Chek pour la bourgeoisie chinoise, avait pu s'emparer du pouvoir, et réaliser une partie des tâches de la révolution démocratique bourgeoise.

L'Etat chinois n'est donc pas un Etat ouvrier dégénéré, ou déformé, mais un Etat bourgeois, qui s'est constitué non pas contre les masses, mais en satisfaisant au contraire certaines de leurs revendications, notamment celles de la paysannerie.

Cela explique que dans un pays moins développé que la Russie de 1927, ait pu naître un Etat au fond infiniment plus démocratique (non pas dans les formes gouvernementales, mais dans ses rapports avec les masses) que l'Etat Stalinien.

Cela explique aussi que les aspirations des masses puissent trouver un écho chez certains fonctionnaires subalternes de l'appareil d'Etat, du parti ou des syndicats.

L'orateur montrait ensuite que la révolution culturelle correspondait non pas à une lutte entre fractions rivales de l'appareil d'Etat, ni à un embryon de révolution politique, mais à une mobilisation de larges masses petites-bourgeoises, essentiellement composées d'étudiants de province, mobilisées par l'équipe dirigeante pour faire pression sur la population urbaine et notamment sur le prolétariat, au nom d'une sorte d'ascétisme « prolétarien », afin de lutter contre les aspirations à un mieux être économique des masses laborieuses.

Il concluait en montrant qu'une telle crise ne pouvait avoir que deux issues possibles : la militarisation du régime (mais il semble bien que la révolution culturelle n'ait pas été jusque là), ou un retour à l'Etat antérieur, mais les mêmes problèmes risquant alors de se reposer dans un proche avenir.

La discussion qui suivit fut brève : des auditeurs demandèrent quelques précisions, et un militant du Parti Communiste Internationaliste développa la conception de son organisation sur la nature de l'Etat chinois.

***

Rappelons que la prochaine réunion du Cercle Léon Trosky aura lieu le lundi 15 janvier à 20 h 30, dans cette même salle de la Mutualité et que le sujet traité sera le suivant :

« Les syndicats ouvriers français et l'Etat ».

Tous nos lecteurs y sont cordialement invités (se procurer une invitation en écrivant au journal).

Abonnements ordinaires : 6 mois 15 F - 1 an 25 F
Abonnements de soutien : 6 mois 30 F - 1 an 50 F
Envoyer les fonds au nom de Maurice SCHROEDT - C.C.P. PARIS 9424-78.

Lock-out, licenciements....

A Rhodiaceta, le patron reprend l'offensive

LE samedi 16 dernier, Rhodiaceta, poursuivant son offensive de véritable patron de combat, envoyait 92 lettres de licenciement, touchant principalement les 4 ×8. Une trentaine d'entre elles visait des membres de la Commission Exécutive de la C.G.T. et une douzaine des militants de la C.F.D.T. Et sur ces 92 il y avait même cinq travailleurs qui étaient absents de l'usine au moment des événements récents qui ont servi de prétexte à ces licenciements !

Quelques deux heures après avoir fait envoyer ces lettres, les représentants de la direction se réunissaient pourtant avec les militants syndicaux, sous les auspices de la Préfecture, et restaient évasifs au sujet d'éventuels licenciements...

A l'usine la nouvelle s'est répandue le lundi : dès 6 heures à la prise de poste, certains ouvriers d'équipe 4 x 8 étaient invités à ne pas entrer et à retourner chez eux pour y récupérer leur lettre de licenciement. Dans le cours de la journée, on pouvait se rendre compte de l'ampleur de la mesure. Décision fut prise par les syndicats, et annoncée au meeting de 13 h 30, de lancer un mot d'ordre de grève de 24 heures pour le surlendemain, si ces licenciements n'étaient pas annulés. Le patron ne revenant pas sur sa décision, la grève du mercredi 20 eut lieu « dans toutes les usines du trust »... Sauf celle de Besançon qui ne fut appelée à faire grève que le vendredi 22. A Vaise, la grève a été très suivie. La C.G.T. a fait en même temps un semblant de battage dans d'autres usines de la région, surtout au moyen de pétitions.

Mais le plus clair de cette « activité » syndicale, ce sont les manœuvres pour isoler les plus combatifs, c'est-à-dire les équipes 4 x 8, d'abord du reste de l'entreprise et ensuite des autres travailleurs de la région : critiques plus ou moins ouvertes, allusions à de prétendues « provocations » trotskystes ou pro-chinoises, commentaires irrités sur les « éternels excités », etc. Tout est bon pour dresser les travailleurs contre les 4 x 8 qui attireraient par leur attitude la répression patronale.

Or le motif invoqué par Rhodia pour licencier a été « faute professionnelle » due à des « arrêts de travail répétés », entraînant l'engorgement des filières et une détérioration de la matière première.

Le lock-out et les licenciements sont bien la conséquence directe de la tactique de faillite imposée par les syndicats contre un patron qui, lui, n'hésite pas à frapper fort. Divisant, morcelant l'action, en prenant bien soin d'éviter tout ce qui pourrait faire peur à la direction, ils ont prêté le flanc aux attaques de cette dernière. Séparant les travailleurs les uns des autres, les démoralisant peu à peu en leur inspirant la crainte des foudres patronales, ils ont préparé le terrain pour que ces attaques ne soient pas efficacement contrecarrées.

Maintenant, ils proclament que les licenciés toucheront, grâce aux syndicats, leur paye intégrale, et d'ajouter : ayant désormais la charge de leurs camarades, les autres travailleurs se devraient de ne pas se lancer dans une grève illimitée (sic). Mais les travailleurs n'en sont pas moins durement atteints dans leur niveau de vie et dans leur confiance en eux-mêmes. Car, et c'est peut-être le plus important, ce n'est pas faute de combativité de la part des ouvriers, encore une fois, que les patrons Rhodia ont pu marquer des points.

Les travailleurs étaient, et sont toujours plus ou moins, prêts à se battre. Mais comment aboutir au succès alors que les organisations syndicales bouchent toutes les issues, et ne leur offrent comme perspective que la résignation ?

Jean MASSARDIER.

NOREV (Villeurbanne) :

L'envers du décor

NOREV, c'est un nom qui évoque les jouets et, en ce moment, les cadeaux de Noël. Mais si ces jouets font la joie des enfants et les gros sous du patron de l'usine qui les fabrique, ils représentent pour les jeunes ouvrières de Willeurbanne des conditions de travail infernales et des salaires de famine.

Les différentes opérations sont exécutées par des O.S. 1 travaillant aux pièces, des horaires (sur les presses essentiellement) et quelques mensuels (maîtrise) ; sur les 300 personnes employées, on compte 2/3 de femmes qui travaillent surtout aux pièces. Agées de 14 à 18 ans, elles font un horaire journalier de 8 heures, et le salaire se compte par séries de 600 voitures ou camions : 3,103 F pour une série de micro-voitures ; 7 F pour les camionnettes Citroën. Les ouvrières n'ont pas le droit de choisir leurs séries. Ainsi le contremaître peut très bien, voyant que l'une d'entre elles travaille rapidement, lui donner des séries de micro-voitures à monter ou mettre en boîte, pour finir sa journée : ce qui demande autant de temps, mais est payé moitié-prix. Il peut aussi, bien sûr, et ne s'en prive pas, lui faire faire du rangement, ce qui n'est pas payé du tout.

Bilan moyen pour une ouvrière aux pièces 300 F par mois .. prime d'assiduité comprise.

Dans ces conditions, on assiste à un continuel va-et-vient de l'embauche. Une seule ouvrière aux pièces, actuellement, a quatre ans d'ancienneté. Les autres ont seulement quelques mois, beaucoup partent au bout de quelques jours.

Les presses, deuxième secteur important de l'usine, emploient également des ouvrières, âgées elles, de plus de 18 ans, et travaillant en équipes. La plupart d'entre elles ont les mains brûlées par les vapeurs chaudes de plastique, et pour ce travail reçoivent royalement un salaire de 2,95 F de l'heure, plus quelques primes .. dont le meilleur exemple est la prime d'assiduité : 10 F par mois au maximum, mais comportant de toute façon des abattements de 1 F pour un retard d'une demi heure, de 2 F pour un retard supérieur à une demi-heure, et de 4 F pour une absence d'une demi-journée à une journée.

Le salaire des horaires, donc, est à peine meilleur que celui des travailleuses aux pièces.

Façade de l'usine NOREV à Villeurbanne
(Photo « Voix Ouvrière »)

Pas de cantine, des contremaîtres et contre-maîtresses perpétuellement aux aguets, un gardien spécialiste de la fouille des sacs, pas de délégués du personnel ni la moindre vie syndicale, voilà pour compléter un tableau qui fait de Norev une entreprise bien connue dans la région.

Les ouvrières, jeunes, inexpérimentées, souvent en quête de travail depuis un bon moment, finissent par accepter les conditions patronales.

Madeleine KYRA.

MAXIME TOUATI

Notre camarade Maxime Touati est mort, victime d'un stupide accident de la circulation. Il avait 20 ans. Partout où il était passé, il avait laissé l'image d'un garçon sympathique, attachant, toujours prêt à rendre service. Elève à l'Ecole départementale de Vitry, puis, à l'Ecole Dorian, agent technique à la CIT, enfin au laboratoire de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures, il n'avait autour de lui que des amis.

Nous, ses camarades, garderons dans notre mémoire le souvenir d'un militant dévoué, enthousiaste, rayonnant, faisant aimer et partager les idées socialistes pour lesquelles très jeune il avait décidé de consacrer sa vie.

Nous lui resterons fidèles en poursuivant son combat.

SAINT-NAZAIRE :

La lutte des pontonniers aux chantiers de l'atlantique

SEPT mois après les Accords d'Entreprise mettant fin à la grève de deux mois des mensuels et au lock-out des horaires, les travailleurs des Chantiers de l'Atlantique, dans différents secteurs, sont à nouveau en mouvement, et, bien que le problème soit au fond celui de l'augmentation des salaires, les revendications avancées sont celles des classifications professionnelles (alignées sur la Convention Collective de 1955).

En novembre, les grutiers obtenaient la classification OP1 pour tous. Cela équivalait à une augmentation de 5 à 25 centimes de l'heure. Mais ils revendiquaient cette classification depuis 17 ans.

Les pontonniers et élingueurs de l'atelier des Machines (60 travailleurs) se réunissaient le 14 novembre en débrayant une demi-heure avec les délégués de l'atelier, et établissaient un cahier de revendications :

— Classification OP1 pour tous (sans diminution du complément personnel, soit 17 centimes de l'heure d'augmentation) ;

— Paiement de 4 h de prime de travaux sales par jour ;

— Deux paires de bleus (au lieu d'une) pour les pontonniers.

Une première entrevue avec la direction n'aboutissait à rien — celle-ci consentant uniquement à discuter... des bleus. Et le lundi 4 décembre, ces travailleurs se réunissaient à nouveau en débrayant une heure et demie, pour décider de leurs moyens de lutte. En fait, deux réunions successives avaient lieu, ces camarades travaillant par quarts.

A la première réunion, les pontonniers commencent à parler de grève d'une journée. Aussitôt, réaction des délégués C.G.T. et C.F.D.T. : « Il ne faut pas démarrer sur des chapeaux de roue. Vous voulez faire 24 heures ? Eh bien, alors 2 h par 2 h sur une semaine », etc. Les délégués F.O. donnaient leur appui aux 24 heures « dans la mesure où elles sensibilisaient les autres corporations touchées et permettraient l'élargissement du mouvement ». Les travailleurs passaient au vote et décidaient à l'unanimité la grève surprise de 24 heures.

La seconde réunion voyait un tournant des propagandistes de la grève tournante devant la volonté des pontonniers et élingueurs de faire « une vraie grève », et l'unanimité était également acquise sur le principe de la grève surprise d'une journée. Il faut savoir que l'arrêt de travail des pontonniers bloque rapidement tout travail aux Chantiers.

Une entrevue avait lieu le lendemain à la direction et celle-ci s'étonnait qu'après les Accords d'Entreprise il puisse surgir « des mouvements regrettables » comme celui-là, d'autant plus qu'elle avait examiné les salaires des pontonniers et élingueurs, et qu'ils étaient « très bien » ! Faisant appel, sans succès, aux responsables syndicaux (qu'elle a tendance à prendre pour ses complices), elle prétendait expliquer aux travailleurs que ce mouvement n'était pas dans l'esprit de l'Accord d'Entreprise !

Le mercredi, elle remettait une note écrite à tous les pontonniers et élingueurs ainsi qu'aux délégués, qui fut affichée dans les ateliers. Cette note expliquait que la direction ne pouvait accepter la classification OP1 pour ces travailleurs, puisque c'était un problème qui devait être vu par le syndicat patronal (où la direction des Chantiers fait la loi !) et mettait en garde tous ceux qui voudraient faire un mouvement, par la menace d'un lock-out.

La réponse des travailleurs ne se faisait pas attendre et, prevenus de bouche à oreille, les pontonniers et élingueurs faisaient une grève de 24 heures le lendemain. Le midi, une dizaine d'entre eux distribuaient un tract à tous les travailleurs des Chantiers, expliquant les raisons de leur grève.

Le soir même, le Comité d'Entreprise était réuni en réunion extraordinaire et, chantage grossier, le directeur communiquait « qu'en raison des mouvements des pontonniers, des modifications d'horaires pourraient intervenir », et refusant toute autre explication.

Les pontonniers et élingueurs des Machines se réunissaient de nouveau le 13 décembre, les Chantiers étant lockoutés et décidaient d'adopter une solution d'attente pour permettre aux autres secteurs de se réunir : ils ont décidé d'appliquer strictement les consignes de sécurité, ce qui conduit à un ralentissement du travail, de réclamer les primes pour tous les travaux qui les justifient et d'arrêter le travail pendant l'intervention des délégués.

Quant à la direction, elle reste sur ses positions, tout au plus serait-elle prête à lâcher quelques bleus supplémentaires et peut-être une prime.

Les camarades pontonniers ne sont pas prêts à abandonner et espèrent entraîner dans leur lutte d'autres travailleurs. Ce n'est sans doute pas impossible, vu l'atmosphère actuelle.

P. LE GUEN

Les mensuels des chantiers de l'Atlantique qui travaillent dans certains secteurs bénéficient, depuis fort longtemps, d'un petit avantage en fin d'année : deux heures payées (de 16 à 18 h) non travaillées la veille du jour de Noël et du Nouvel An. Du fait de l'éclatement des chantiers au 1er janvier en trois établissements, l'effectif des secteurs intéressés s'est sensiblement gonflé ces dernières semaines, et ainsi, un nombre plus important de travailleurs peuvent prétendre à bénéficier des us et coutumes. Jugeant l'opération profitable, la direction a fait le marché suivant aux organisations syndicales : paiement immédiat aux intéressés des 4 heures, multipliées par autant d'années qu'il leur reste à passer aux chantiers (jusqu'à la retraite) et la direction considèrera cet avantage comme disparu.

A quand le rachat des congés et des avantages sociaux ?

LUTTE DE CLASSE

Numéro 10 — Mois de décembre

Au sommaire :

Voix ouvrière est hebdomadaire.

Tactiques et base sociale des syndicats en France.

L'U.R.S.S., le tiers monde et la 3e guerre mondiale.

De la méthodologie organisationnelle.

Les Staliniens contre les Révolutionnaires

LA campagne de presse dans l'Humanité appelant en particulier sous la plume d'Etienne Fajon à lutter contre les militants révolutionnaires d'extrême-gauche n'a pas manqué d'être interprétée comme il se devait par les divers secteurs de base du P.C.F. Des campagnes de calomnies aux agressions publiques, les attaques se sont multipliées, et il est probable que nous n'assistions là qu'au début de « grandes manœuvres » où tous les moyens sont bons, tendant à essayer de faire taire l'extrême-gauche.

A CLERMONT-FERRAND

Collusion avec la droite et l'extrême-droite

AINSI, à Clermont-Ferrand, la campagne de calomnies est démarrée. Les termes employés « provocateurs, payés par le Ministère de l'Intérieur », « aventuriers » l'avaient déjà été épisodiquement dans « La Voix des Bibs », journal stalinien mensuel de chez Michelin contre les militants de la « Voix Ouvrière ». Mais actuellement, c'est essentiellement en milieu étudiant que la nouvelle campagne a été lancée, beaucoup plus intensive que les précédentes. Elle prend plusieurs formes : tracts, bouche à oreille, etc... Si tous les groupes d'extrême-gauche sont visés, dont « Voix Ouvrière » (« ils sont payés, et la preuve c'est la sortie de l'hebdomadaire », « ils ne sont pas payés à l'heure mais au 1/4 d'heure, nous en avons la preuve... » ce qu'ils ont été bien incapables d'apporter et pour cause...), la campagne vise essentiellement les étudiants du CLER, autre tendance trotskyste qui occupe des postes responsables à l'UN.E.F.

Cette rage de l'appareil stalinien provient dans l'immédiat, car tout prétexte eût été bon, de ce qu'au défilé des différentes « journées d'action », 100 à 200 étudiants échappèrent au contrôle du service d'ordre stalinien, et protestèrent contre la petite promenade de rigueur imposée, aux cris de « Pompidou des sous ». Quelques tentatives de débordement s'en suivirent, qui obligèrent chaque fois les responsables C.G.T. à se mettre outrageusement du côté de « l'ordre ».

Mais un autre fait, plus important, attise la colère du P.C.F. L'U.EC. qui jouissait d'une certaine influence dans l'U.N.E.F. voit celle-ci diminuer au profit du CL.E.R. Incapable d'influencer le mouvement étudiant, elle préfère plutôt saboter l'U.N.E.F. au profit de la F.E.C. (syndicat qui regroupe des étudiants de droite et d'extrême-droite) plutôt que de laisser vivre une organisation de gauche qu'elle ne contrôle pas.

Et c'est ainsi que l'on vit après la « journée d'action » du 13 décembre (voir « Voix Ouvrière » n° 4), et alors que le milieu étudiant clermontois politisé voyait des bagarres de nuit entre colleurs d'affiches de l'U.N.E.F. et de la F.E.C. (ceux-ci à coups de matraques et de pelles), l'U.E.C. prendre indirectement position pour la F.E.C., à propos des élections à la Mutuelle gérant la S.S. étudiante (M.N.E.F.).

La lutte se présentait serrée entre la F.E.C. influençant les secteurs de Médecine et de Droit alors que l'U.N.E.F. s'appuyait sur les Lettres et les Sciences.

Vendredi 15 au soir et samedi 16 à midi, les U.E.C. accompagnés de trois permanents vendant exceptionnellement « L'Humanité », diffusèrent un tract intitulé « A propos de quelques événements »; nous en reproduisons quelques passages :

« A chaque fois, des tentatives de troubles sont apparues, soit pendant le déroulement de la manifestation, soit lors de sa fin. Ces troubles avaient un but : provoquer l'intervention de la police et l'écrasement de la manifestation. Ce sont là des menées extrêmement graves... Ce faisant, les provocateurs remplissent leur mission au service du régime.

« Quels sont les individus qui organisent ces troubles ? Des éléments trotskystes parmi lesquels les éléments du C.L.E.R., plus quelques pro-chinois dont les compromissions avec le Ministère de l'Intérieur sont notoires et qui bénéficient pour leur travail de ressources mal définies. »

Quelques lignes plus loin était cité nommément le président de l'U. N.E.F. et ses « acolytes » dénoncés comme provocateurs, accusés « d'exploiter le sang des autres » !

Cette attaque apparaissant trop ouvertement comme un sabotage au profit de la F.E.C., et devant la réactions des étudiants, les étudiants communistes se sentirent obligés de publier un second tract la veille des élections appelant à voter pour l'U.N.E.F., et ne reprenant ses attaques que sur un ton plus modéré.

L'U.N.E.F. et ses principales amicales : Lettres, Sciences, IREPS, répondirent comme il se devait en dénonçant le sabotage des élections par l'U.E.C.

Les calomnies n'ont guère pris, la liste U.N.E.F. comprenant les membres du C.L.E.R. est passée avec une majorité accrue. L'U.E.C. et le P.C.F. se sont encore un peu plus déconsidérés face au monde étudiant.

P. BERGER.

A BRIVES

Agression publique devant 150 personnes indignées

LE 16 décembre, la section de Brives du P.C.F. passait à son tour à l'action : trois vendeurs de « Voix Ouvrière » étaient attaqués en pleine rue ; devant les réactions hostiles de la foule, les staliniens se retirèrent. Après le communiqué menaçant de la Fédération du P.C.F. de Corrèze (cité dans le n° 3 de « Voix Ouvrière »), l'attaque ne doit pas surprendre pour qui connait les mœurs staliniennes. Mais cette agression, un samedi après-midi, dans une rue très fréquentée de Brives (en face d'un Monoprix et d'un marché) et où d'habitude on ne les voit jamais, révèle jusqu'où les nervis du Parti sont décidés à aller.

Il faut signaler encore que l'un de nos vendeurs était secrétaire du syndicat C.G.T. de son entreprise et qu'il avait été récemment licencié du fait de cette activité. Ni sa mise au chômage pour activité syndicale, ni le fait qu'il était responsable adjoint de la Commission Jeunes C.G.T. de Brives n'a empêché l'agression publique par ces « camarades » C.G.T. du P.C.F.

La population a tenu à marquer sa désapprobation en achetant « Voix Ouvrière » plus qu'à l'accoutumée, et par ses réflexions entendues : « Mais ce sont des méthodes nazies »... « Ils ont le droit de vendre leurs journaux ».

Plus tard, nos vendeurs rencontrèrent à nouveau un petit groupe de militants du P.C.F. qui les injurièrent. Une discussion s'ensuivit au cours de laquelle on put entendre cet échange de répliques : un de nos camarades rappelant à ces « démocrates qu'ils avaient appelé la police au moment des événements de Berliet », il se vit répondre péremptoirement devant une vingtaine de personnes attroupées là : « Les flics, heureusement, qu'on les a avec nous ».

Le surlendemain, le P.C.F répondait en donnant sa version d'événements auxquels 150 personnes avaient pourtant assisté :

« C'est une provocation à laquelle ils se sont livrés samedi après-midi rue de l'Hôtel de Ville, sous la protection de la police qu'ils avaient appelée à leur service. Les injures ordurières qu'ils lançaient étaient réservées au Parti et aux dirigeants communistes. »

. . . . . .

« Ces énergumènes provocateurs aussi largement arrosés sont des corps étrangers à la classe ouvrière et aux démocrates. Ils ont déjà reçu en plusieurs occasions la ferme réponse que leur attitude et leur but inavouables méritent ».

Le P.C.F. s'est montré publiquement sous son vrai jour. Il est possible qu'il cherche à être plus habile et plus dissimulé à l'avenir. Mais quoi qu'il en soit, il n'intimidera pas les militants révolutionnaires pour qui le communisme est autre chose qu'une étiquette électorale et l'usage du coup de poing, et qui sont convaincus surtout que la majorité des travailleurs sauront imposer l'abandon de telles pratiques.

P. BERGER.

POUR LA DEMOCRATIE

Au Lycée Vauban, à Courbevoie, un de nos camarades a fait circuler une pétition pour protester contre les méthodes staliniennes employées par le P.C.F. pour empêcher la tenue d'une réunion de « Révoltes » et de l'O.C.I. à la Bourse du Travail de Montrouge, le 11 décembre 1967.

On sait qu'au cours de cette réunion un jeune lycéen de Vauban qui y assistait, avait été blessé par les nervis du P.C. et conduit à l'hôpital.

Sur 75 personnes contactées, 46 ont accepté de signer dont 4 professeurs du Lycée. Parmi eux un militant du PC.F.

Il faut que partout s'élèvent des protestations contre la façon dont le P.C.F prétend empêcher les révolutionnaires de s'exprimer.

Le grand air de la calomnie

EN ce moment, encore plus qu'habituellement, une campagne d'injures et de calomnies est engagée contre VOIX OUVRIERE. Calomnies appuyées par des tentatives d'intimidation physique, là où le Parti Communiste français peut entraîner quelques-uns de ses militants, abusés, à croire qu'ils se rendent utiles à la classe ouvrière en tentant de rouer de coups un diffuseur de tracts ou un colleur d'affiches.

Le ton de cette campagne est donné par le Comité national de la C.G.T. et par l'Humanité, sous la signature d'Etienne Fajon.

Plus le mensonge est gros, disait à peu près Gœbbels, plus il y a de chances d'être cru.

Et il semble que ce soit de ce genre d'axiome que ceux qui nous calomnient s'inspirent.

Apparemment, le fait que VOIX OUVRIERE, l'organe imprimé qui porte le même titre que le présent bulletin, soit hebdomadaire depuis le 1er décembre, a déclenché la colère des dirigeants du P.C.F. De là les calomnies risibles sur les « luxueux hebdomadaires» qui seraient « payés par le patronat ». Il s'agit là de mensonges vulgaires. Et les dirigeants du P.C.F. le savent bien.

Un hebdomadaire comme VOIX OUVRIERE est rédigé par des rédacteurs bénévoles, tout comme cette feuille, et les frais d'impression et de papier se montent exactement à 3 100 F par numéro. Il faudrait que nous vendions dans toute la France moins de 3 000 exemplaires de chaque numéro pour que cette dépense ne soit pas couverte par la vente. Un bulletin d'entreprise comme celui-ci revient à 1 centime la feuille ; même lorsque, dans le cas d'une très grande entreprise, il en est diffusé 2 000 exemplaires, cela revient à 20 F par quinzaine et il ne faut que très peu d'imagination ou il faut beaucoup de mauvaise foi pour ne pas concevoir que ces sommes sont souscrites par nos camarades.

Quant à nos diffuseurs et aux colleurs de nos affiches, c'est encore mauvaise foi évidente de prétendre qu'il s'agit de « distributeurs rétribués ». Il s'agit de jeunes, le plus souvent étudiants, qui considèrent que le sort des travailleurs, leur propre sort, le sort de l'humanité toute entière ne sont pas indépendants, et qu'au contraire pour qu'un avenir soit possible dans ce monde, il faut la destruction de la société capitaliste, l'abolition du salariat et de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le leur reprocher c'est reprocher à la jeunesse d'avoir des idées politiques, c'est reprocher aux autres catégories sociales d'être solidaires de la classe ouvrière. Quant à dire qu'ils sont « appointés », c'est mentir, purement et simplement.

Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. nous reprochent aussi de les « critiquer ». Nous ferions ainsi le « jeu du patronat », quand ce n'est pas du gouvernement. Alors, pour les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T., tous ceux qui ne sont pas d'accord avec eux et ont le malheur de le dire, sont dans le camp du patronat ? Comment pourrait-il y avoir de discussions dans le mouvement ouvrier, de démocratie, comment l'ensemble des travailleurs pourrait s'intéresser au sort commun si la première des libertés n'est pas celle d'avoir des opinions différentes donc de « critiquer ». Nous pensons et nous disons que le P.C.F. et la C.G.T., avec la puissance qu'ils ont eue, depuis 1945, n'ont forcément pas mené une politique juste, sinon la classe ouvrière n'en serait pas réduite à la situation actuelle. Le dire, cela ne renforce pas le patronat. Au contraire, ce qui renforce le patronat, c'est continuer la politique qui nous a menés à voir le chômage à notre porte, et à voir toutes les conquêtes sociales menacées sans pouvoir s'y opposer.

Là encore, il s'agit de calomnies, de calomnies qui évitent de répondre aux travailleurs et au militants qui pensent, sinon comme nous, du moins qui n'en sont pas loin.

Et puis les calomnies, cela permet d'amener certains militants trompés à agresser nos réunions nos diffuseurs, nos colleurs d'affiches. Vis-à-vis de l'extrême-droite, on ne fait que des menaces verbales et lointaines, tandis que vis-à-vis de l'extrême gauche, on utilise la violence.

Pourquoi ? sinon parce que cela est plus facile que de discuter.

Pourquoi ? sinon parce que ce climat de violence permet de clore la bouche sous les invectives à tous ceux qui, au sein du P.C.F. et de la C.G.T. — ou en dehors — s'interrogent sur le bien-fondé de la politique menée par ces organisations.

Les militants trompés qui se prêtent à ces manœuvres peuvent remporter dans certains cas des victoires faciles, mais ces victoires à la longue c'est contre eux-mêmes qu'ils les remportent ; contre leur propre liberté, contre leur propre dignité.

(Editorial des bulletins d'entreprise)

LA semaine dernière, un commando du mouvement fasciste « Occident » a attaqué le cinéma « Kinopanorama » qui projetait le film « Loin du Vietnam », saccageant, en particulier, les vitrines d'une exposition qui se tenait dans le hall.

Le lendemain, « L'Humanité » demandait au gouvernement d'interdire le mouvement « Occident » !

« Occident » n'en est pas à sa première attaque contre la gauche, principalement d'ailleurs contre les révolutionnaires. Trop peu nombreux pour oser s'attaquer à la classe ouvrière, « Occident » s'entraine en essayant de faire la loi dans le milieu étudiant, ou en exécutant des opérations de commando de cet ordre.

Les diffuseurs de la presse de gauche, au Quartier Latin, ou devant les lycées, et ceux de « Voix Ouvrière » ne font pas exception : ils subissent périodiquement les assauts de ces nervis.

Une librairie pro-chinoise a dernièrement fait l'objet d'un attentat. Et, « L'Humanité » rapporte qu'un commando s'est attaqué à son immeuble le 26 novembre dernier, jour de la manifestation « Les jeunes avec le Vietnam ».

Mais tout ce que sait faire ce même journal, c'est donc de faire appel à la justice bourgeoise, à l'Etat bourgeois, pour le protéger contre les fascistes.

Si « Occident » existe, dit en substance « L'Humanité », c'est la faute du pouvoir. C'est vrai ! Mais alors c'est se leurrer — ou leurrer sciemment ses lecteurs — que de compter sur le gouvernement pour interdire « Occident ». Du moins pour l'interdire vraiment !

Car même si le gouvernement, pour une raison ou pour une autre, se décidait à interdire l'organisation appelée « Occident », qu'est-ce qui pourrait empêcher ces mêmes nervis fascistes de reparaître, le lendemain, sous une autre étiquette, comme était apparu « Occident » après l'interdiction, il y a quelques années, de « Jeune Nation ».

Pourquoi un gouvernement bourgeois — et surtout celui qui vient de libérer Jouhaud — accepterait-il de briser un groupe fasciste, alors que la bourgeoisie peut demain, en avoir besoin ?

Les organisations ouvrières ne peuvent compter que sur elles-mêmes pour cela. Le P.C.F. pourrait, à lui seul, empêcher pourtant qu'« Occident » soit capable de se livrer victorieusement à des agressions Mais cela il se refuse à le faire. Non pas qu'il soit devenu non violent, car contre les révolutionnaires, il est, lui aussi, capable d'organiser des commandos armés de matraques : il l'a fait récemment contre « Voix Ouvrière » devant Berliet, à Tarbes, à Paris, contre « Révoltes » à Lyon et à Montrouge, contre la J.C.R. à Rouen.

Il est capable de mobiliser la Fédération Seine-Saint-Denis contre nos vendeurs sur le marché des Lilas, d'attaquer nos colleurs d'affiches à 20 contre 1 à Aubervilliers, mais il ne sait qu'implorer le gouvernement de bien vouloir interdire « Occident ».

Notons d'ailleurs que l'article en question de « L'Humanité » rapportait que « Voici un an, une de leurs jeunes victimes frappée près du Lycée Voltaire devait être trépanée ». Cette « jeune victime » était un camarade de la J.C.R. (ce que « L'Humanité » oublie soigneusement de préciser), et s'il a dû sa fracture du crâne à une matraque fasciste et non pas à un nervi stalinien (cela aurait pu se produire la quinzaine dernière à Rouen), c'est presque un pur hasard.

Les coups contre les révolutionnaires, la légalité bourgeoise « contre » les fascistes, voilà la politique du P.C.F.

Mais les militants de ce parti qui acceptent de jouer les nervis contre l'extrême-gauche devraient bien comprendre que lorsqu'une organisation qui se prétend celle de la classe ouvrière emploie ses forces à lutter contre les révolutionnaires, et demande à la police de Fouchet de la protéger d'« Occident », il y a tout de même quelque chose qui ne va pas !

QUAND LE PSU FAIT PREUVE D'INDÉPENDANCE...

NOUS faisions état, dans notre numéro précédent, de l'attaque de l'*Humanité***, en date du 12 décembre, contre le P.S.U. et son hebdomadaire** *Tribune Socialiste*, **mis en cause pour avoir passé un encart publicitaire pour la** *Voix Ouvrière*.

Dans son numéro du 21 décembre, *Tribune Socialiste* **répond à l'***Humanité*. **Se défendant bien entendu, de soutenir « les thèses et la pratique » de** *Voix Ouvrière*, **l'hebdomadaire du P.S.U., par la plume de Christian Guerche, ajoute notamment :**

Ayant en mains le guide des annonceurs de «l'Humanité Dimanche », devons-nous comprendre désormais que la politique réelle du parti communiste, lui est dictée par ses annonceurs ? Citroën et Ricard par exemple. Absurdité me répondra « l'Humanité ». Et elle aura raison. Mais alors pourquoi nous appliquer une autre analyse ?

Quand « l'Humanité » passe de la publicité au journal de la très réactionnaire majorité de Sciences Po, et ceci en pleine bataille d'élections à l'U.N.E.F., que devons-nous penser de ce soutien de « l'Humanité » à une majorité réactionnaire, que les étudiants de gauche ont failli renverser.

Quand « l'Humanité » comprendra-t-elle qu'une certaine terminologie, et un type de violences, sont à bannir à jamais ?

Nous n'avons guère d'indulgence pour les divers groupes trotskystes ou chinois, et connaissons autant que d'autres les dangers du gauchisme pour le mouvement ouvrier. Mais ce ne sont pas les matraques, les réunions empêchées « manu militari » par le service d'ordre du P.C. qui nous convaincront que ce sont là les formes exemplaires d'un dialogue socialiste. On commence par les luthero-trotskystes (1) toujours accusés de liens policiers et on termine par quoi ? Il nous semble que tous ceux qui ont vécu la tragédie stalinienne en savent quelque chose.

Et ce n'est pas plus Etienne Fajon qui nous convaincra, quand impavide du haut de son fauteuil directorial, il définit la pensée de Mao Tsé-toung comme « étrangère à un mouvement ouvrier ». Comment peut-on formuler dans le quotidien du P.C.F., et par un membre du bureau politique, pareille insanité. Il est vrai qu'Etienne Fajon nous a habitués à de si tristes sottises. C'est sous son autorité directoriale que Gomulka, Tito ou Kadar ont été à certaines époques étrangers au mouvement ouvrier. Aujourd'hui, c'est Mao Tsé-toung, demain Castro sans doute. De l'anathème au dialogue, a écrit un jour Roger Garaudy en parlant du problème chinois. Ne pourrait-il en convaincre son lugubre collègue du bureau politique ?

On ne pourrait qu'approuver la vigueur avec laquelle le P.S.U. entend défendre à la fois sa propre indépendance politique et la démocratie, absolument nécessaire au sein du mouvement ouvrier et socialiste .

Hélas ! la pratique du P.S.U. ne semble pas s'accorder exactement aux thèses brillamment défendues par son organe politique.

En effet, quelques jours après les attaques publiques de l'*Humanité***, nous recevions la lettre suivante de l'administration de** *Tribune Socialiste* **:**

Vendredi 15 décembre 1967.

Monsieur et cher Camarade.

Comme vous avez pu vous en rendre compte, nous avons été dans l'obligation d'interrompre la publication de l'encart publicitaire concernant votre publication.

Cette décision a été prise dans le sens de l'interruption définitive par la direction de notre journal. Cette décision fait suite à de nombreuses lettres de nos lecteurs protestant contre la parution d'une telle publicité.

Bien que ces différentes lettres confondent publicité et « propagande pour une autre organisation politique », l'ampleur est suffisante pour nécessiter une interruption de l'encart convenu entre nous.

Ceci pose par ailleurs un problème plus large celui de la publicité dans un journal de parti politique, problème que nous poserons dans notre propre organisation.

Il est bien évident qu'une telle décision de notre part entraine « rupture de contrat » en quelque sorte et que nous en prenons l'entière responsabilité. Vous ne recevrez donc aucune facture concernant les publicités déjà insérées.

Veuillez accepter, cher camarade, l'expression de nos regrets pour cet incident et nos sentiments socialistes.

N.B. — *Cette décision a été prise avant « le feuillet insultant » de l'Humanité et auquel nous répondrons dans le numéro de la semaine prochaine.*

Nous avions, en effet, remarqué que, contrairement à ce qui avait été convenue, le numéro de « Tribune Socialiste » publié le 13 décembre ne portait pas d'encart publicitaire pour notre journal. Certes, ce numéro fut sans doute confectionné les 11 et 12 décembre et la direction de « Tribune Socialiste » peut arguer de ce fait, pour prétendre que sa décision fut prise avant le « feuillet insultant » de « l'Humanité ».

Nous remarquons cependant que cette décision n'a été notifiée officiellement que quatre jours plus tard. Si l'article de Fajon n'en a pas été à l'origine aurait-il tout de même contribué à la rendre difinitive ?

De toute évidence dans le contexte présent, le P.S.U. a cédé à la pression du P.C.F. Sous les injonctions directes de la direction du P.C.F., celles venues de la plume de Fajon... ou d'autres (car, après tout, nous pouvons imaginer que le P.C.F. n'a pas que les colonnes de « l'Humanité » comme seul moyen de s'adresser à la direction du P.S.U.) ? Devant les protestations de lecteurs influencés par la campagne de menaces, de violences et de calomnies déclenchée depuis quelques semaines par le P.C.F. ?

Probablement les deux. Et cela en revient au même.

Bien entendu, c'est le droit du P.S.U. de ne pas vouloir faire de la publicité pour « Voix Ouvrière ».

Mais nous tenons à signaler tout de même à ses militants que s'ils pensent gagner les bonnes grâces du P.C.F. en s'inclinant devant ses diktats, ils se trompent lourdement.

En politique les gens qui s'inclinent de la sorte permettent simplement qu'on leur grimpe plus facilement sur le dos.

V. O.

(1) Sic ! (N.D.L.R.).

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

SUR LES QUAIS (Marseille)

QUAIS ET DOCKS

Traditionnellement on utilise 2 clarks par cale pour la quasi totalité des travaux.

Est-il vrai qu'à l'INTRAMAR et au transbordement maritime, pour le ciment, on n'utilise qu'un seul gros clark par cale et qui prend 2 palettes ? Est-il vrai que ce procédé est utilisé de temps en temps à l'INTRAMAR même pour le « divers » ?

Cette pratique avait commencé à l'INTRAMAR, puis, il y a quelques mois au transbordement, où certains camarades avaient alors essayé de résister à cette nouvelle méthode. Certains conducteurs voulaient en effet continuer à ne prendre qu'une seule palette.

Il est regrettable, qu'à l'époque, d'autres ont accepté, pour une prime plus forte de condamner des conducteurs au chômage. Il est regrettable également que le syndicat n'ait pas soutenu à fond ceux qui voulaient résister au patron.

(V.O. Quais et Docks Marseille n° 102)

A LA F.R.L.E. (Dijon)

ENCORE UN TRAVAIL PASSIONNANT...

Au lavage du groupe 12, il n'y a pas de benne pour charger la machine à laver ni de chaîne pour monter les ampoules à l'étage. On fait presque tout à la main. Le fenwick amène une palette de cartons d'ampoules, il faut descendre les cartons de la palette, les ouvrir ; à la machine l'ouvrière pose les ampoules une à une dans les encoches du plateau circulaire, celui-ci tourne et les ampoules passent sous un tunnel où elles sont lavées à l'eau chaude, puis elles s'égouttent, ensuite elles sont séchées par des jets d'air chaud, et une autre ouvrière les enlève et les pose soit sur une grille, soit dans un carton.

Le chauffage est assuré par un brûleur à gaz qui est très bruyant ; les ampoules propres sont très chaudes, d'ailleurs on les prend avec des gants de coton dont on change souvent pour ne pas laisser de traces sur les ampoules ; enfin il y a des risques non négligeables de coupures avec les ampoules félées qui cassent.

Pour ajouter aux charmes de ce poste, le bureau du chef est juste derrière, il est sans cesse sur notre dos à nous houspiller pour empêcher de « faire des trous », c'est-à-dire de laisser une encoche vide, et il faut trimer pour sortir près de 2 000 ampoules à l'heure !

A ce poste passionnant, viennent travailler des ouvrières du montage lorsque leur groupe de production est arrêté ; mais la direction, qui le considère sans doute comme reposant, le réserve en général aux femmes enceintes.

(V.O. F.R.L.E. n° 8)

A L'OREAL (Aulnay-sous-Bois)

UNE AFFAIRE SCANDALEUSE

Le 15 décembre, une aide de laboratoire de Biologie, dirigé par M. Manoussos était licenciée. Motif : fumait devant des solvants. Or, dans son laboratoire, il n'y a aucun écriteau : défense de fumer. M. Manoussos aurait paraît-il dit qu'il était interdit de fumer, mais aucune note écrite n'était parue.

D'autre part une aide de laboratoire n'a aucune connaissance en chimie et ne peut savoir où se trouve le danger.

Cette employée n'est donc en aucun cas « coupable » et d'ailleurs la direction a un sacré culot de licencier des travailleurs sous le prétexte qu'ils ne respectent pas les consignes de sécurité alors que son imprévoyance est criante. Souvenons-nous de l'explosion récente de l'armoire-étuve, au demi-gros qui aurait pu blesser bon nombre de travailleurs.

Cet employée a été licenciée deux jours après qu'elle ait manifesté son opposition au patron en venant « malgré tout » à l'usine mercredi.

N'est-ce pas là le vrai motif de son licenciement ? Son chef n'aurait-il pas voulu « terroriser » son personnel, lui dont l'autorité avait été battue en brèche les jours précédents ? Il est scandaleux de priver une employée de son gagne-pain, mais cela n'est pas l'avis de la direction, ni d'ailleurs des deux délégués CFDT contactés pour défendre cette camarade. L'un refusa de la défendre, prétextant sa non-irréprochabilité et en concluant qu'elle était difficilement défendable ! L'autre a prétendu que le patron ne voulait rien savoir et s'est employé à expliquer au personnel des labos « qu'on ne pouvait rien faire ».

Nous devrons nous souvenir que la CFDT n'a pas à cœur la défense des travailleurs et préfère dire Amen au patron.

(V.O. l'Oréal n° 33).

CHEZ PEUGEOT

LA « CELLULE » CSE

Pendant toute une période la Direction de Mécanique-Nord, par l'intermédiaire du chef de groupe 204 et quelques agents de maîtrise, a sanctionné à tour de bras : lettres d'avertissements, brimades en tous genres, insultes envers les ouvriers.

Devant ces faits la section syndicale C.G.T. a vivement réagi en dénonçant dans plusieurs tracts la maîtrise coupable de ces actes. De plus des ouvriers ont organisé une délégation pour protester contre une lettre d'avertissement non justifiée.

Certains membres du P.C.F. de Mécanique n'ont pas l'air de soutenir des militants C.G.T. et des ouvriers du secteur qui luttent contre les abus de la maîtrise. En effet ils ont publié le 1er décembre le tract suivant :

« PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Cellule « Méca - Nord » N° 2

Mécanique - Nord

Depuis un certain temps, en Mécanique-Nord, nos camarades mensuels sont l'objet, dans plusieurs tracts, de critiques qui tendent à faire croire aux travailleurs qu'ils sont responsables de l'exploitation que nous subissons depuis trop d'années.

Nous, communistes, pensons que si certains mensuels zélés font le jeu du patronat cela représente une petite minorité. Pour nous, les vrais responsables sont les capitalistes (la Direction) qui interviennent et intensifient leurs pressions néfastes auprès de nos camarades mensuels qui sont appelés bien souvent à exécuter les ordres sous toutes sortes de pressions sans tenir compte de leur avis.

Nous, Communistes, affirmons que nos Camarades mensuels sont exploités de la même façon et au même titre que l'O.S. sous différentes formes — contrairement à ce que certains prétendent — dans l'espoir de diviser la classe ouvrière et faire le jeu du patronat.

L'intérêt de tous les Travailleurs, qu'ils soient ouvriers, mensuels, chrétiens, c'est la LUTTE UNIE pour de meilleures conditions de vie et de travail.

Nous appelons tous les travailleurs à être vigilants et ne pas se laisser abuser par de tels procédés ,afin d'instaurer une véritable démocratie.

« Mécano-Nord 2 »

C'est le droit du P.C.F. de donner son avis et ses critiques sur la vie syndicale. Seulement un tel tract, dans ce cas-là, signifie que le P.C.F. prend la défense des membres les plus corrompus de la maîtrise du secteur. De plus ce tract indique *à la direction* que le P.C.F. se désolidarise des militants et ouvriers qui luttent contre les abus de ses valets et qu'il ne les soutiendra pas s'ils sont menacés.

On peut se demander si la Direction ne peut pas être reconnaissante aux signataires de ce tract.

(V.O. Peugeot n° 122)

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIII[e].
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15[e]
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
S.E.V. — Issy-les-Moulineaux.
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13[e]
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15[e]
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy

LE MEILLEUR DES MONDES

LA « greffe du cœur » tentée par l'équipe chirurgicale du Pr. Barnard a ouvert un débat sur les problèmes juridiques et moraux soulevés par le développement des techniques de transplantation d'organes, débat qui va bien au-delà de cette tentative en elle-même au-dessus de toute critique.

On a d'ailleurs pu, à cette occasion lire ou entendre les choses les plus saugrenues, par exemple de très sérieuses discussions sur les problèmes qui se poseraient lors de la « résurrection des corps », au jour du jugement dernier, si de telles pratiques se multipliaient. A croire que Dieu serait incapable d'y reconnaître les siens !

Mais il faut malheureusement remarquer qu'en ce domaine, seuls les milieux les plus réactionnaires, ou du moins les plus rétrogrades, se sont donnés la peine d'examiner le problème en fonction de leur conception générale du monde.

La gauche, elle, s'est bornée à manifester son enthousiasme devant les progrès de la science. Ou du moins, c'est précisément cela qui lui tient lieu aujourd'hui de conception du monde.

Les réformistes (qu'ils soient de type classique, ou du type stalinien) n'acceptent en effet de concevoir l'évolution de la société que comme un lent cheminement vers un idéal — lointain — qui serait le socialisme. Il est bien évident qu'une telle conception, qui rejoint — mais avec deux cents ans de retard — celle des philosophes du XVIII[e] siècle, ne peut que les amener à considérer tout progrès scientifique comme un pas en avant. Il y a bien la bombe atomique, et la bombe à hydogène, qui jettent une ombre fâcheuse sur le tableau, mais cela c'est parce que ce sont des industries d'armement. Et en dehors de ces exceptions malheureuses, toute découverte scientifique devrait être accueillie avec le sourire qui convient à un homme de progrès.

Les marxistes ne partagent nullement cette conception du progrès. Ils pensent qu'à notre époque, le seul véritable progrès possible réside dans la transformation révolutionnaire de la société, dans la construction d'une société socialiste, et que tous les autres problèmes ne peuvent qu'être examinés dans ce cadre-là.

Nous vivons en effet dans une société divisée en classes, et cela peut suffire pour faire de n'importe quelle découverte, qui, en soi, est bien une victoire de l'homme sur la matière, un moyen supplémentaire sinon d'exploitation, du moins d'oppression ou d'asservissement.

Dans un an, dans deux ans, peut-être un peu plus tard, mais un jour prochain en tout cas, l'homme sera capable de maîtriser les phénomènes de la génétique, de l'hérédité. Qui sait ce que pourront faire d'une telle découverte les maîtres du monde où nous vivons.

Nous vivons dans un siècle qui risque, sur tous les plans, et pas seulement sur celui de l'utilisation de l'énergie nucléaire, d'être le siècle des apprentis sorciers. Cela ne signifiera pas forcément la mort nucléaire de l'humanité, mais cela peut signifer pire : la mort de toute conscience humaine dans une société auprès de laquelle le « meilleur des mondes » d'Huxley, risque fort de ressembler à un roman de bibliothèque rose.

Chaque nouvelle découverte scientifique marque un pas de plus sur la voie de la domination par l'homme de la nature. Mais toutes ces conquêtes n'auraient aucun sens si l'homme ne parvenait à dominer les forces sociales qui conduisent l'humanité à la barbarie.

C'est pourquoi ce n'est pas dans les laboratoires de recherches qu'il faut chercher la clef de la libération de l'humanité. C'est dans les usines, sur les chantiers, là où vit et lutte le prolétariat. Ce n'est certes pas la classe sociale la plus cultivée, bien au contraire, c'est par sa condition dans la société bourgeoise la classe la plus privée de culture. Mais c'est la seule classe qui est capable de briser ce monde malade, et de construire une société nouvelle, où aura disparue toute oppression, toute exploitation.

Une société où l'on pourra regarder sans appréhension l'homme travailler à se rendre maître de la nature.

Yves LE GALL

Nous avons la semaine dernière, dans ces colonnes, exprimé les craintes que pouvaient légitimement inspirer, dans cette société, le développement des techniques de transplantations d'organes.

L'actualité est venue juste à point illustrer nos propos. Lors de la dernière session parlementaire, un député de la majorité a en effet déposé un projet de loi prévoyant que pour alimenter les banques du sang, chaque jeune appelé sous les drapeaux se verrait obligatoirement « imposé » d'un demi-litre de sang.

On ne meurt certes pas d'un tel prélèvement, et le don volontaire du sang est un geste de simple solidarité humaine que l'on pourrait même souhaiter plus fréquent. Mais ces messieurs de la bourgeoisie, après avoir considéré la troupe comme de la « chair à canon », les considère maintenant comme un réservoir à plasma pour éventuellement sauvegarder leur précieuse santé. Or s'il y a une propriété à respecter c'est bien celle d'un individu sur son propre corps. Pourquoi, aussi, ne pas imposer chaque soldat, de quelques décimètres carrés de peau, d'un rein, ou d'un morceau d'intestin, toutes choses que l'on peut généralement amputer sans risquer, dans une proportion notable de cas, la vie ou la santé du « donneur » ?

Et l'on entend même discuter très sérieusement de l'utilisation rationnelle des condamnés à mort à fin de greffes d'organes

Ce n'est pas encore demain qu'on loge gratis

AU cours d'un débat, la semaine passée, au Palais Bourbon, la question du logement, éternellement posée et jamais résolue, a été de nouveau à l'ordre du jour.

Comme il était facile de le prévoir, le bilan n'est pas à l'optimisme. D'ailleurs, depuis quelque temps, courait le bruit d'une nouvelle augmentation du loyer des H.L.M. (la dernière date de juillet 1967).

Le soir même, Monsieur Debré rassurait les téléspectateurs au cours d'une interview en affirmant qu'aucune hausse n'était décidée dans ce domaine.

L'interdiction de la hausse semestrielle des loyers de H.L.M. a été présentée par le ministre comme visant à stabiliser le coût de la vie que les hausses des tarifs publics et l'extension de la T.V.A. poussent à l'augmentation.

On ne peut qu'applaudir à cette décision car la hausse régulière des loyers dans les H.L.M. a, au cours de ces dix dernières années, porté ceux-ci à un niveau si élevé que bon nombre de familles de travailleurs ne peuvent plus le supporter.

Malgré l'allocation logement, sorte d'aumône accordée à 50 % environ des familles logées dans ce type de constructions, et qui font d'elles des « assistées », la charge à supporter pour un 4 pièces est, dans la région parisienne, d'environ 210 F par mois.

Bien sûr, ces loyers paraissent idylliques à certains, aux jeunes surtout qui, pour s'installer, en sont réduits, au prix de certains sacrifices (sorties, cinémas...) à rechercher le vieux taudis dont le loyer « bloqué » à cause de l'ancienneté de l'immeuble, vient « justifier » des reprises qui peuvent atteindre le million d'anciens francs.

Faute de mieux, ou plus exactement, faute de trouver à meilleur marché, ils se rabattent aussi sur le studio à standing moyen qui avale à lui seul, 25 à 35 % du revenu mensuel d'un jeune couple, parce qu'il y a la douche ou le chauffage central, ce qui devrait paraître légitime à la fin du XX[e] siècle.

Pourtant, des habitations, il y en a, prêtes à l'emploi : une récente enquête a évalué à 50 000 le nombre des logements neufs, inoccupés dans la région parisienne.

Mais ces habitations ne sont pas à louer, elles sont à vendre Et même au plus bas prix (8 à 9 millions d'A.F. environ pour une construction neuve de 3 pièces, en banlieue), l'ouvrier, en tenant compte des charges et des frais d'installation inévitables, devrait pour se permettre d'accéder à la propriété, y consacrer 800 à 900 F par mois, soit un salaire entier.

On peut se demander pourquoi la construction à but uniquement locatif est si restreinte. Elle l'est par le fait même que les investissements dans cette branche ne sont guère rentables et que les possesseurs de capitaux cherchent des placements dans des secteurs plus intéressants de l'économie.

Cet état de fait est d'ailleurs dû en partie à l'Etat qui, dans la période qui a immédiatement suivi la première guerre mondiale, a bloqué les loyers afin d'éviter des troubles qui auraient pu être suscités par des mouvements revendicatifs touchant aux salaires (ceux-ci cherchant à aller de pair avec la part consacrée au loyer).

Il est impensable, à l'heure actuelle, d'envisager une relance de la construction à but locatif, à la portée des ouvriers par un groupe de capitalistes philantropes.

Seul l'Etat, en dehors de toute question de rentabilité, pourrait le faire sur une plus large échelle que les quelques 175 000 H.L.M. qui seront « aidés » en cette année 1968.

Seulement, il faudrait qu'il commence par cesser d'augmenter les charges des offices publics qui ont été en hausse depuis le relèvement des taux de remboursement de leurs emprunts (4,24 % d'annuité au lieu de 2,93 % avant. — Voir Le Monde du 15-12-1967). Donc qu'il rogne sur d'autres parties de son budget.

Peut-être sur le budget de nos dépenses militaires et de notre dérisoire et inutile équipement atomique?

Les travailleurs finiront sûrement par en avoir assez de considérer le taudis, obtenu par les relations ou la débrouillardise, comme la grande chance en matière de logement. Les limites de leur patience, ce sont eux seuls qui les fixent, et il est peut-être très proche, dans le climat actuel de mécontentement, le moment où ils inscriront cette revendication d'un logement décent à des prix raisonnables, dans celle plus large d'une augmentation conséquente et généralisée des salaires .. et ceci, quelque soit le coup porté aux profits des Messieurs du capital.

Paulette DAGOT

Le Père Noël et l'armée

A l'occasion de la « spectaculaire » distribution par l'armée de 10.000 jouets à des enfants malheureux (il n'y a d'ailleurs pas de quoi en faire une histoire, car les 10 000 jouets, c'est moins que ce distribue l'Entreprise de la Régie Renault) un colonel « Père Noël » a déclaré à la radio en substance :« Lorsqu'il s'agit d'une œuvre humanitaire, l'armée répond toujours : présent. »